

# L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

EST EN REALITE UN



- En 2020, l'Agence Française de Développement a accordé 12 milliards € aux pays à revenu faible et intermédiaire.
- Nos calculs révèlent que chaque habitant de ces pays a reçu en moyenne 2 € en 2020.
- Malheureusement, on ne le dit pas assez, 87% des 12 milliards € est constitué de prêts.

1<sup>55</sup>

THINK TANK

[www.1puissance55.com](http://www.1puissance55.com)



*Impopulaire, l'Aide publique au développement se refait une santé dans un contexte d'éveil des sociétés « bénéficiaires ». L'ayant compris, l'Agence française du développement change la forme et parlera désormais d'« investissement solidaire ». Au moment où les stratèges de l'«Aide» perçoivent la nécessité de rendre la pilule moins amère, le think tank 1Puissance55 recentre le débat. Au-delà des proclamations, lumière sur ce qui ne changera pas.*

## 1. INSIGNIFIANTE, L'AIDE SERA-T-ELLE TOUJOURS ACCOMPAGNÉE D'UNE FORTE PROPAGANDE QUI LA SURDIMENSIONNE ?

**166,66  
milliards \$**

### une enveloppe bien maigre

En 2019, l'Aide publique au développement accordée par les 30 pays du CAD [Comité d'aide au développement] de l'OCDE s'est chiffrée à 166,66 milliards \$ USD. Cette enveloppe comporte l'aide bilatérale (accordée directement aux gouvernements) et l'aide multilatérale (accordée indirectement, via les organisations internationales telles que le FMI ou la Banque mondiale).

**163,1  
milliards \$**

### la part des 14 principaux donateurs du CAD

14 principaux pays donateurs du CAD revendiquent 99,81% de cette enveloppe.

Ce sont : les USA, la France, l'Allemagne, l'Union européenne, la Norvège, le Japon, l'Italie, le Canada, les Pays-bas, la Corée du sud, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et l'Australie.

Les 16 autres pays (le Danemark, la Suisse, la Belgique, la Nouvelle-Zélande, la Grèce entre autres) se partagent 1,19% de l'enveloppe.

**23,7  
milliards \$**

### la part restée sur le sol des 14 « généreux » donateurs

Nous avons épluché les comptes de l'ONG Donor Tracker qui consolide minutieusement les chiffres de l'aide accordée par les 14 principaux donateurs. Donor Tracker affirme, calcul à l'appui, qu'une partie de l'aide reste sur le sol de chaque pays donateur soit pour financer l'administration de l'aide soit pour apporter l'assistance aux réfugiés.

En procédant à l'addition de cette part pour les 14 pays, nous obtenons le montant de 23,75 milliards \$.

Environ

**6,178  
milliards  
d'habitants**

### **bénéficiaire de l'enveloppe débloquée par les 14 pays donateurs**

Les pays bénéficiaires se recrutent dans la catégorie des pays à revenus faibles et intermédiaires. Il s'agit en tout de 150 pays. Nos calculs ont identifié la population de ces pays à 6,178 milliards d'habitants qui doivent se partager 163,1 milliards \$ accordés par les 14 donateurs les plus « généreux » du CAD.

**20,8 \$**

### **par bénéficiaire des 150 pays bénéficiaire**

En divisant l'enveloppe de l'aide consacrée par les 14 pays les plus « généreux » du CAD par la population des 150 pays bénéficiaires, nous obtenons la modique somme de **20,8 \$** par habitant.

Encore faudrait-il préciser qu'une partie des **20,8 \$** est constituée de prêts concessionnels et des prêts non concessionnels que les pays bénéficiaires remboursent rubis sur ongle, avec des intérêts !

## **Le cas particulier de la France : en 2020, 87% de l'aide publique au développement était constituée de prêts concessionnels et non-concessionnels.**

Nous avons consulté le site internet de l'AFD qui gère la majorité de l'Aide publique au développement de la France. La rubrique intitulée LE PRET, PREMIER OUTIL DE FINANCEMENT DE L'AFD indique : « Sur les 11,4 milliards d'euros engagés en 2018, 83 % l'ont été sous forme de prêts. »

Dans la même optique, Médiapart & Disclose ont révélé en septembre 2021 : « Sur les 12 milliards d'euros engagés en 2020, 87 % étaient des prêts. Le reste des fonds est utilisé sous forme de dons, majoritairement alloués à des projets sur le continent africain. »

L'AFD est présente dans 115 pays +12 territoires d'outremer française considérés par le CAD comme étant des pays. L'AFD n'a pas dévoilé la liste des pays bénéficiaires de son aide au titre de 2020. Néanmoins, considérons que l'AFD a consacré, en 2020, son enveloppe de 12 milliards d'euros à tous les 150 pays bénéficiaires du CAD ciblée par la France dans l'ensemble de son aide publique au développement, nous obtenons un résultat révélateur de l'aspect dérisoire de l'APD : en divisant les 12 milliards d'euros par l'ensemble de la population des 150 pays bénéficiaires du CAD (6,178 milliards d'habitants), nous nous rendons compte que l'AFD a consacré en moyenne 2 €

d'aide à chaque habitant des pays bénéficiaires !

Notez Bien : 87% de ces 2 € sera remboursé rubis sur ongle. Le prêt concessionnel est un prêt accordé à des conditions financières très favorables : soit son taux est largement inférieur au taux du marché soit il est accompagné d'un différé d'amortissement de longue durée soit les deux à la fois.

## Tempête dans un verre d'eau

Quand l'AFD affiche sa volonté de réformer l'Aide publique au développement, une question se pose : le montant moyen alloué par an à chaque habitant des 150 pays bénéficiaires en guise d'aide passera-t-il de 2 € à 20.000 € ou à tout le moins à 2000 € ? Les prêts concessionnels seront-ils comptabilisés comme de l'aide ? Par ailleurs, l'AFD affirme sur son site internet qu'elle vise des projets rentables avec des prêts non-concessionnels. Bien que ces prêts non-concessionnels soient accordés à des taux du marché, l'AFD les comptabilise comme de l'aide publique au développement. Cela changera-t-il ?

## La propagande qui masque la réalité

Si l'enveloppe est si maigre, d'où vient-il donc que dans les pays bénéficiaires, l'aide soit créditée de façon surdimensionnée ?

La réponse à cette question tient de la propagande organisée autour de l'aide, elle est si tapageuse que l'on a finalement tendance à croire que l'enveloppe est considérable. Les facteurs de la propagande vont de la surmédiatisation des dons à l'exacerbation médiatique de la misère des pays bénéficiaires, en passant par la forte récurrence du thème de l'aide dans les discours des pays donateurs, ainsi que l'utilisation générique du thème de l'aide par les dirigeants des pays bénéficiaires pour désigner des réalités qui se situent à mille lieux de là, à savoir les prêts concessionnels et les prêts non-concessionnels. Ces facteurs combinés génèrent le messianisme des donateurs, le caractère faussement indispensable de l'aide et enfin la précarité permanente des pays récipiendaires.

La dimension factuelle de l'aide publique au développement est dérisoire. Ce qui est mis en mouvement, c'est la dimension dogmatique. La géopolitique de l'aide emprunte son mode de fonctionnement à la religion, avec des éléments soporifiques d'une inhibition sans pareille : un prêtre (le représentant du pays donateur), des fidèles (les populations des pays récipiendaires qui croient ce qu'on leur dit sans remise en question), les confessions (les discours des leaders des pays récipiendaires à l'Onu qui supplient pour l'accroissement de l'enveloppe de l'aide), les offrandes (nos cerveaux qui sont totalement abandonnés au bon vouloir du « bienfaiteur »). Et maintenant que les consciences s'éveillent, le prêtre modifie la structure de l'incantation, tout en utilisant les mêmes mots agencés autrement.

## 2. UNE PARTIE CONSIDÉRABLE DE L'AIDE RETOURNERA-T-ELLE TOUJOURS AU PAYS DONATEUR ?

Non seulement l'enveloppe est maigre, mais la propagande de l'aide a tendance à faire admettre au sein de l'opinion que toute l'enveloppe parvient aux pays bénéficiaires. Cela n'est pas le cas. Les évaluations de l'effectivité de l'aide publique au développement pointent la rétroaction. D'autres sources indiquent des pourcentages assez proches des calculs de Donor Tracker. C'est le cas de l'Ong Coordination qui révèle, dans un document destiné aux parlementaires français, que **16%** des financements français au titre de l'Apd restent sur le sol français. Un pourcentage qui a connu une augmentation sur un an, passant à 19,5% (selon Donor Tracker).

Aid Data a effectué des calculs similaires pour le cas de la Chine, pays ne faisant pas partie du CAD. Bradley Parks, le directeur de ce programme de recherche américain affirme qu'« *entre 2000 et 2015, 23 % seulement des*

*sommes présentées par la Chine comme étant de l'aide publique au développement répondait effectivement à ces critères tels que définis par la Banque mondiale et l'OCDE* » (Le Monde Afrique, octobre 2017)

Les mécanismes de rétrocession de l'aide vont du paiement des primes de dépayement des cadres expatriés à **l'assistance technique** des entreprises sélectionnées qui sont généralement des entreprises du pays donateur, en passant par la **subvention du crédit à l'exportation** :

Ainsi en 2020, 83% des 12 milliards engagés par l'AFD étaient des prêts sous conditionnalité. Les pays bénéficiaires n'ont pas voix au chapitre en matière de désignation des entreprises adjudicataires. L'analyse des adjudications de marché par l'AFD révèle que les entreprises françaises sont largement favorisées : elles ont raflé 320 des 495 contrats de marchés publics analysés par Mediapart et Disclose.

En outre, les pays donateurs ciblent les projets à « fort impact social » : creuser un puits d'eau, construire et équiper une salle de classe, doter un hôpital de matelas, etc. Des projets sans ambition aucune ; des projets qui, loin de créer la richesse et d'assurer la croissance, entretiennent le statu quo et perpétuent la vulnérabilité.

**“L'aide est une drogue pour l'Afrique. Depuis soixante ans, on la lui administre. Comme toute drogue, elle a besoin de prendre régulièrement sa dose et trouve difficile, sinon impossible, d'imaginer l'existence dans un monde où l'aide n'a plus sa place. Avec l'Afrique, l'Occident a trouvé le client idéal dont rêve tout dealer.”**

Dambisa Moyo,  
*L'aide fatale*, p.129.

### 3. L'AIDE CESSERA-T-ELLE D'ÊTRE UN INSTRUMENT DIPLOMATIQUE AU SERVICE DES PAYS DONATEURS ?

Enveloppe maigre, rétrocession... mais ce n'est pas tout. Présentée comme un facteur de la solidarité internationale, l'aide est pourtant instrumentalisée par les pays donateurs qui en font un capital diplomatique. Ceci est perceptible à deux niveaux : la diplomatie classique et la diplomatie économique.

Le gain **diplomatique** est un enjeu majeur de l'aide publique au développement. Le pays donateur s'attache la bienveillance des récipiendaires, ce qui se traduit par des votes favorables au sein du Conseil de sécurité de l'Onu et le soutien apporté dans d'autres instances telles que le Sommet de Davos, ou l'OMC.

Un rapport du PNUD fait observer qu'Israël, qui est un allié stratégique des Etats-Unis dans le Proche Orient, reçoit en aide américaine par personne pauvre 176 dollars alors que le Bangladesh n'en reçoit que 1,7 dollar.

**La facilité d'accès aux matières premières straté-**

**giques telles que l'uranium et le pétrole :** A travers le mécanisme de l'aide, les pays donateurs nouent une relation privilégiée avec les pays récipiendaires. Ces derniers ont l'avantage d'être gâtés par la nature. En retour de l'aide reçue du donateur, ils leur donnent plein droit sur la gestion de leurs minerais. Un gain mille fois plus énorme que la maigre enveloppe préalablement saucissonnée par divers mécanismes.

Le pays est dépendant de l'aide publique au développement, qui peut représenter jusqu'à 40% de son budget, alors qu'il est assis sur une mine d'or. « En France, une ampoule sur trois est éclairée grâce à l'uranium nigérien. Au Niger, près de 90% de la population n'a pas accès à l'électricité. », fait observer Ali Idrissa, coordinateur national de l'Ong locale Réseau des Organisations pour la Transparence et l'Analyse Budgétaire (Rotab). Pas étonnant donc que le président De Gaulle, à l'ini-

tiative de l'AFD, considérait l'argent de l'aide aux pays sous-développés comme « *un très bon placement* ».

**“L'aide va plus souvent à des alliés stratégiques qu'aux pays pauvres. (...) Jusqu'en 1986, les pays donateurs ont consenti en moyenne une aide bilatérale cinq fois plus importante aux pays engageant des dépenses militaires élevées qu'aux pays où ces dépenses étaient faibles. “En 1992, les premiers recevaient encore deux fois et demi plus d'aide par habitant que les seconds” (PNUD, 1994, p.80). Par exemple, Israël qui est un allié stratégique des Etats-Unis au Proche-Orient, reçoit en aide américaine par personne pauvre 176 \$ alors que le Bangladesh n'en reçoit que 1,7 \$.”**

Eric Toussaint.

“A qui profite l'Aide publique au développement ?”  
in *La Finance contre les peuples*.

## 4. L'APD CESSERA-T-ELLE D'ÊTRE UN SOMNIFÈRE ?

Partant du constat qu'aucun pays au monde ne s'est développé sans s'industrialiser, il y a lieu de s'interroger sur l'impact de l'aide dans les pays bénéficiaires. Non seulement le montant reçu ne permet pas d'avancer sur le chemin de la croissance, mais encore il inhibe les potentialités existantes, les capacités mentales en premier lieu. L'aide liquide et paralyse l'instinct de survie qui existait dans les peuples bénéficiaires. L'habitude de l'aide sclérose le cerveau des récipiendaires qui perdent toute expérience d'industrialisation.

Dans une étude réalisée par PricewaterhouseCoopers en 2019 et intitulée **Industrialisation en Afrique : réaliser durablement le potentiel du continent**, le cabinet d'audit note que malgré ses 1,28 milliard d'habitants, l'Afrique a la plus faible contribution à la Valeur ajoutée manufacturière mondiale, soit environ 1,6% en 2015. Si on enlève l'Afrique du Sud et le

Maghreb, la contribution à la VAM mondiale n'est plus que de 1%. Le rapport indique qu'« *au cours des trois dernières décennies, la valeur ajoutée manufacturière a reculé de 14% à 10% en Afrique subsaharienne* ». Les analystes de PWC font observer que la majorité des Africains vivent dans des pays où la VAM est inférieure à 100 dollars par habitant. A titre de comparaison, la Vam par habitant se situe autour de 820 dollars en Chine et 5 220 dollars aux Etats-Unis. Les matières premières représentent 71% des exportations de marchandises en Afrique.

« *Le constat est sombre après trente années d'aide à l'Afrique au nom de la pauvreté. En 1970, 10 % de la population du continent vivait avec moins d'un dollar par jour. Aujourd'hui, 70 % des Africains sont dans cette situation.* », déplore Dambisa Moyo, économiste zambienne et auteure de *L'Aide fatale*, dans une interview accordée à *La*

*Croix en octobre 2019.*

Dans quelle mesure l'aide changera-t-elle ? Financera-t-elle désormais la montée en gamme des chaînes de valeur ? Visera-t-elle la création de la plus-value industrielle dans les pays bénéficiaires ?

**« Le constat est sombre après trente années d'aide à l'Afrique au nom de la pauvreté. En 1970, 10 % de la population du continent vivait avec moins d'un dollar par jour. Aujourd'hui, 70 % des Africains sont dans cette situation. »**

Dambissa Moyo

## 5. L'AIDE CESSERA-T-ELLE DE FINANCER LA GUERRE ?

Une importante partie de l'aide est destinée au financement de la guerre, elle permet aux pays bénéficiaires de s'équiper en armement. « Les pays qui consacrent des sommes

élevées au secteur militaire (plus de 4% de leur PNB) se voient attribuer une aide par habitant environ deux fois supérieure à ceux dont les dépenses dans ce domaine sont plus modestes – entre 2

et 4% du Pnb », peut-on lire dans un rapport du PNUD publié en 1996. Cela changera-t-il ?

## 6. L'AIDE RESTERA-T-ELLE ÉTERNELLE ?

Tant que l'aide publique au développement ne constitue pas un programme chiffré et qui s'inscrit sur une période bien déterminée, à l'exemple du Plan Marshall, elle perdra en expression de solidarité et gagnera en volonté de domination. Une confusion s'est durablement installée dans le vocabulaire des prêtres de l'aide publique au développement qui ont évoqué un éventuel Plan Marshall pour l'Afrique. Cette confusion savante mérite le détour. Cette section est consacrée à une brève étude comparée du Plan Marshall de renommée et l'aide publique au développement.

- **Qui initie ?** Dans le cas du Plan Marshall, c'est la France et la Grande-Bretagne qui, septembre 1947, organisent la conférence de Paris au cours de laquelle est débattu le Plan Marshall. Or, avec l'aide publique au développement, les puissances occidentales, réunies au sein du CAD de l'OCDE impulsent, débattent des montants à y allouer et dressent la liste des pays bénéficiaires, les cibles voire les priorités.

- **Quel est le contexte ?** La France et la Grande-Bretagne sont deux pays décimés par la guerre : des infrastructures effondrées, des populations affamées, des structures productives à l'arrêt... Ce qui justifie une intervention extérieure sous la forme d'une solidarité organisée et agissante. Au pays donateur, Washington, le Plan Marshall apporte un triple bénéfice : contenir la menace soviétique, s'assurer des débouchés pour ses entreprises et enfin étendre la zone de rayonnement de l'économie de consommation. Il n'y a rien de tel avec l'aide publique au développement. Tout se passe comme si les donateurs entendaient maintenir les pays bénéficiaires dans une spirale et plafonner leur progrès.
- **Qui gère ?** Le Plan Marshall était administré par deux organismes : l'Economic Cooperation Administra-

tion (E.C.A), un organisme américain qui débloquent les crédits, lesquels étaient répartis par l'Organisation européenne de coopération économique (O.E.C.E). Les USA n'étaient donc pas les maîtres du jeu. L'APD ne connaît ni la transparence ni la dialectique. C'est le règne de l'unilatéralisme. Le pays donateur décide de tout et fait avaler la pilule amère enrobée de sucre. Il ne se soumet à aucune exigence de redevabilité.

Citons un cas largement évoqué par Mediapart et Disclose pour étayer cette absence de transparence et de redevabilité. En 2016, l'AFD prête 46 millions d'euros soit 30 milliards FCFA à l'entreprise publique Aéroports du Cameroun pour la réfection de sa piste d'atterrissage et quelques autres travaux. Deux entreprises françaises sont sélectionnées : Sogea Satom, filiale de BTP Vinci, et Razel-Bec. Montant des contrats : 24,4 millions d'euros. A date, l'aérogare de passagers demeure dans un très mauvais état, de nombreuses compagnies se plaignent.

- **Durée** : Le plan Marshall est une opération, ce qui signifie une

inscription dans le ponctuel, une délimitation temporelle : 1947-1952. A contrario, l'APD est permanente, synonyme de système de spirale.

- **Retombées** : En 5 ans, le Plan Marshall a légué des réalisations concrètes : reconstruction des édifices détruits, relance de l'activité économique, l'Europe renoue avec la croissance, l'industrie repart de plus belle, et les populations héritent du pouvoir d'achat. A contrario, l'APD est éternelle malgré son inefficacité

Dans ces conditions, il est évident que l'aide publique au développement est une arme de domination cognitive. Elle est un mécanisme permanent, structurel de ramollissement des cerveaux. Elle détruit la capacité des bénéficiaires à entreprendre, à essayer, à déployer leur droit à l'erreur. La colonisation usait d'arbitraire pour brider le corps du colonisé et occuper son espace territorial. Cette nouvelle configuration des rapports de force bride le cerveau en donnant l'illusion de la liberté et de l'indépendance. Derrière cette illusion, c'est l'imaginaire du récipiendaire qui est affectée, qui est programmée pour attendre la manne.

## L'aide peut-elle changer sans se suicider ?